DOSSIER
DE PRESSE

MARDI 25
OCTOBRE 2022
EN DIRECT DEPUIS PARIS

Sous le haut patronage de
monsieur Emmanuel MACRON
président de la République

RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA COOPÉRATION

PARTAGER NOS SAVOIR-FAIRE POUR UN MONDE EN COMMUN

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

UN ÉVÉNEMENT

EXPERTISE FRANCE
GROUPE AFD

EXPERTISE FRANCE
GROUPE AFD

Sommaire

- INTRODUCTION DE JÉRÉMIE PELLET, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'EXPERTISE FRANCE P.1
- DÉCARBONER L'ÉCONOMIE MONDIALE : LE NÉCESSAIRE ACCOMPAGNEMENT VERS LES TRANSITIONS JUSTES P.2/3
- LES ENJEUX DE LA TRANSITION JUSTE EN AFRIQUE DU SUD PAR AUDREY ROJKOFF, DIRECTRICE RÉGIONALE POUR L'AFRIQUE AUSTRALE ET DIRECTRICE NATIONALE POUR L'AFRIQUE DU SUD, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT P.4/5
- ZOOM #PAGOF : CRÉER UN ÉLAN RÉGIONAL D'ADHÉSION AU PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT P.6
- ENTREPRENEURIAT DES FEMMES, UN FACTEUR CLÉ DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DE DÉVELOPPEMENT P.7/8
- CONCLUSION PAR CHRYSOULA ZACHAROPOULOU, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DE LA MINISTRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, CHARGÉE DU DÉVELOPPEMENT, DE LA FRANCOPHONIE ET DES PARTENARIATS INTERNATIONAUX P.9
- PRÉSENTATION DES RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA COOPÉRATION P.10/11
- PRÉSENTATION DU PROGRAMME P.12
- LES CHIFFRES CLÉS D'EXPERTISE FRANCE P.13
- CONTACT P.14

INTRODUCTION DE JÉRÉMIE PELLET, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'EXPERTISE FRANCE

CONTEXTE GLOBAL ET PRÉSENTATION

Le remarquable succès des premières Rencontres internationales de la coopération l'an dernier montre l'intérêt d'organiser un événement public de grande ampleur traitant de ce sujet. Nous nous sommes donc engagés très vite dans la préparation d'une nouvelle édition cette année.

Face à la forte croissance des incertitudes partout dans le monde, il est plus que jamais essentiel de placer la justice sociale et les droits humains au cœur de nos actions et de nos engagements. Cette deuxième édition, qui tirera les enseignements de tous les bouleversements de l'année 2022, vient donc au bon moment pour prendre le pouls de l'état de la coopération internationale sur ces deux sujets majeurs que sont la prise de conscience de l'urgence climatique et des crises économiques et sociales qui, en partie, en découlent.

Ce sera aussi l'occasion de revenir sur les changements engagés par la France au sein de sa politique de solidarité internationale qui commencent d'ailleurs par le choix des mots employés : on ne parle plus d'aide au développement, cette notion dont les termes mêmes traduisent une posture inégale entre partenaires, un surplomb, qui n'est plus à l'image de la coopération internationale actuelle. Ce rendez-vous, qui sera retransmis en direct, témoigne de cette approche. Nous devons agir au niveau mondial entre partenaires égaux qui affrontent ensemble les mêmes difficultés et cherchent ensemble les solutions et les investissements pour ce bien commun qui est le développement durable de notre planète, sous tous ses aspects.

Et pour agir en ce sens, Expertise France, agence française de coopération technique internationale, filiale du groupe AFD depuis janvier 2022, souhaite plus que jamais mettre au service des autres cette expérience de terrain, vécue, tangible et essentielle, en faveur de la consolidation des États et du soutien aux populations les plus vulnérables. Notre objectif est de la partager pour nourrir le débat et comprendre les défis et les enjeux qui accompagnent une transition écologique juste et responsable. L'organisation de ce rendez-vous annuel est au cœur de ce mandat.

Ces rencontres, parce qu'elles sont avant tout un moment de partage de bonnes pratiques et de savoir-faire pour un monde commun plus durable, donneront la parole aux praticiens des politiques publiques et de l'intérêt général, aux observateurs, aux banques de développement, aux bénéficiaires et aux partenaires qui sillonnent inlassablement le terrain partout dans le monde. Rythmées par des tables rondes et des débats, elles nous permettront d'échanger autant sur le renforcement des capacités d'adaptation et la solidité des États que sur les fondations d'une transition durable.

Deux questions seront au cœur de nos échanges. La première est de savoir comment traiter la tension croissante entre la nécessité de préserver de manière durable les ressources de la planète, et le fait que cette préservation ne doit pas se faire au détriment d'une partie de la population mondiale, la plus fragile. C'est tout le sujet de la « transition juste ».

La seconde question est celle de la consolidation de la démocratie, de l'expression directe des souhaits de la population à travers les processus institutionnels et les médias, dans un contexte où sa légitimité même est contestée, notamment par un certain nombre d'États.

Pour répondre à ces enjeux, il est crucial de s'interroger sur l'efficience des politiques conduites à travers le monde et qu'Expertise France accompagne. Les débats se nourriront de ces enseignements. Par exemple, là où l'objectif partagé est de garantir la robustesse des instances gouvernementales, il est nécessaire de renouveler et de souder des liens de confiance entre les citoyens et les praticiens des politiques publiques. Cette relation, parfois perdue, souvent distendue et trop fragile, est un élément essentiel pour atteindre une meilleure transparence des institutions et, de facto, une gestion plus saine des administrations et ressources territoriales.

Aujourd'hui, chaque femme et chaque homme doit être placé au cœur des politiques nationales de développement. Le secteur privé et l'entrepreneuriat sont de formidables leviers de croissance, et la garantie d'une transition plus juste qui fera de chaque citoyen un acteur du développement. Mais aucune de ces initiatives ne sauraient être durables sans le développement de mécanismes de protection sociale, l'accès à un système de santé viable, à des conditions de travail décentes et au respect des droits fondamentaux.

Je vous donne donc rendez-vous le mardi 25 octobre pour échanger sur tous ces sujets majeurs pour la coopération technique internationale, en compagnie d'invités qui animeront le débat et proposeront des éléments de réflexion et d'échange qualitatifs sur ces grands défis.

EXPERTISE FRANCE
GROUPE AFD

DÉCARBONER L'ÉCONOMIE MONDIALE D'ICI 2050 : LE NÉCESSAIRE ACCOMPAGNEMENT VERS LES TRANSITIONS JUSTES

Flash-back. Décembre 2015, signature de l'accord de Paris. Les objectifs fixés étaient clairs : limiter le réchauffement de la planète à un niveau bien inférieur à 2 °C, aussi proche que possible de 1,5 °C, et rendre toutes les économies résilientes aux impacts climatiques. La tâche était immense. Elle l'est encore. Pour y arriver, les stratégies de réduction des émissions ont été mises au cœur de cet indispensable élan planétaire, avec la nécessité de décarboner l'économie mondiale d'ici 2050. Chaque pays apporte une contribution déterminée au niveau national (CDN) ou une stratégie de développement à faibles émissions à long terme. Une chose est sûre, pour atteindre ces objectifs de zéro émission nette, chacun doit apporter sa pierre à l'édifice : particuliers, entreprises, collectivités, gouvernements… Expertise France accompagne ce mouvement essentiel pour des transitions justes.

À cet effet, plusieurs projets sont mis en œuvre sur les différentes zones d'intervention de l'agence où les préoccupations, le fonctionnement institutionnel, et les réalités et défis rencontrés par les populations sont propres. C'est le cas notamment entre la Colombie, en Amérique latine, et l'Algérie, au Maghreb.

En Colombie, une stratégie E2050, 48 actions et 200 « repères d'ambition »

Si l'on prend l'exemple de la Colombie, elle détermine des actions à court et moyen terme dans une contribution déterminée au niveau national (CDN) qui servira à enclencher les transformations profondes pour concrétiser sa vision à long terme, fixée cette fois dans le cadre de sa stratégie E2050.

Deux niveaux, deux tempos, une même ambition : la Colombie veut devenir un pays résilient au changement climatique. Autrement dit, une société avec une économie neutre en carbone, avec de vastes capacités d'adaptation dans ses territoires tant urbains que ruraux, parmi les plus riches au monde en matière de biodiversité.

Pour écrire cette stratégie E2050, qui identifie, guide et dirige les profonds changements et transformations que le pays suivra pour construire sa résilience tant climatique, sociale qu'écologique, la Colombie a été accompagnée par le soutien financier et technique du gouvernement français via ses agences de coopération, l'AFD et Expertise France.

Après 19 mois de travail, plus de 2 100 personnes interrogées au cours de 300 ateliers de travail participatifs, soutenus par un comité de 13 experts de haut niveau et à l'issue d'une consultation publique, cette stratégie E2050 a été validée. 48 actions vont être mises en œuvre ainsi que près de 200 « repères d'ambition », qui correspondent aux changements minimaux requis d'ici à 2050 pour que la Colombie se construise un avenir résilient au changement climatique.

Ils sont tous déclinés dans plusieurs grands thèmes (9 au total) comme la connaissance et la gouvernance du climat et la gestion globale de la diversité, sans oublier les nécessaires productions et consommations durables ou encore l'adaptation de l'offre éducative et de formation professionnelle pour répondre aux nouveaux besoins du marché du travail colombien, tout en incitant à la création d'emplois verts.

L'ambition de la Colombie, en se dotant de cette stratégie climat à long terme, est sans équivoque. L'objectif est d'abaisser ses émissions de gaz à effet de serre de 90 % par rapport aux seuils atteints en 2015, de réduire la vulnérabilité des municipalités et des départements aux dommages et aux pertes causés par le changement climatique, avec une approche territoriale globale et multisectorielle, et d'accompagner les populations dans la réussite d'une transition environnementale juste, notamment par des programmes adaptés de reconversions à l'emploi et de formations initiales.

En Algérie, un projet ambitieux et volontariste pour développer l'économie bleue

Emplois verts d'un côté, économie bleue de l'autre. En Algérie, cette fois. Le pays est situé dans une région considérée par le GIEC comme l'une des 24 zones « hot spots » les plus vulnérables au changement climatique. Il était nécessaire de réagir et d'agir. Le pari algérien est donc d'engager un vaste chantier de développement de son économie bleue pour y répondre.

Aujourd'hui, l'économie bleue en Algérie pèse près de 300 000 emplois directs et plus de 450 000 emplois induits. C'est 20 % de son PIB. Et avec 43 % de sa population qui vit sur le littoral, les enjeux maritimes sont cruciaux pour le pays. Le gouvernement voit en ce projet, Économie bleue, une réelle opportunité pour réduire sa dépendance aux énergies fossiles tout en renforçant sa résilience économique et sociale, sa sécurité et sa souveraineté alimentaire, sans oublier la préservation de ses ressources. Évidemment, le gouvernement y voit aussi un vivier potentiel de futures opportunités professionnelles pour la jeunesse algérienne et pour les femmes.

Dans le travail enclenché avec Expertise France, trois objectifs ont été fixés. Le premier : la création d'emplois, de valeurs (évaluation par exemple du pescatourisme ou déploiement de fermes pilotes de démonstration et d'appui au développement aquacole…) mais aussi d'opportunités d'investissement sur le littoral.

Ce premier objectif ne pourra se réaliser sans une offre de formation adéquate et sans renforcer le volet innovation *via* la création, par exemple, d'un incubateur ou le soutien à des programmes de recherche scientifique, notamment dans les biotechnologies. Mais aussi en développant la diversification et surtout la planification, incontournable, des espaces maritimes.

Le second est tout aussi essentiel puisqu'il ambitionne d'améliorer les revenus et les conditions de travail des artisans pêcheurs. Cela passera, notamment, par le renforcement des structures professionnelles existantes mais aussi la création d'organisations professionnelles féminines (coopératives de femmes mareyeuses, transformatrices de poissons et de coquillages). Enfin, le suivi, le contrôle et la gestion de la pêche et des ressources devront aussi être renforcés par des capacités opérationnelles au sein de l'administration.

Le programme se déroule dans les 14 wilayas côtières. Trois bureaux régionaux ont été ouverts à l'est (Annaba), au centre (Boumerdès) et à l'ouest (Tlemcen). 30 collaborateurs y sont déjà mobilisés jusqu'en 2025, accompagnés par Expertise France. L'Algérie fait ainsi le pari que le développement de son économie bleue contribuera à la croissance durable de son économie.

L'Algérie, se veut être, à l'horizon 2030, un pays référence en matière de gestion durable des milieux marins et d'économie bleue. Une ambition multiforme qui se caractérise par un secteur de la pêche responsable et une mise en valeur du tourisme vert qui constitue une opportunité d'emploi et d'attractivité dans un milieu naturel stratégique mais vulnérable.

Par **Audrey Rojkoff**
Directrice régionale pour l'Afrique australe,
Directrice nationale pour l'Afrique du Sud pour l'AFD
(Agence française de développement)

LES ENJEUX DE LA TRANSITION JUSTE EN AFRIQUE DU SUD

La « transition énergétique juste » (Just Energy Transition JET) est un processus complexe et qui s'inscrira dans la durée puisqu'il tente de réconcilier tensions et paradoxes qui traversent la société sud-africaine, à la recherche d'un point d'équilibre entre ce que coûtent les inévitables compromis à faire à court terme et les perspectives d'un avenir où la nature et tous les hommes et toutes les femmes prospèreront. Ce processus suppose un consensus, à construire patiemment.

1 Un consensus politique d'abord pour qu'un pays prenne la décision de s'engager dans une transition énergétique juste. En Afrique du Sud, pays parmi les plus émetteurs de gaz à effet de serre et les plus inégalitaires du monde, la décision politique est prise, forte et unanime. Elle a été suscitée par la conjonction d'éléments externes, notamment l'instauration d'une taxe carbone aux frontières de l'Europe, premier partenaire commercial, et d'éléments internes, notamment les revendications de la société civile pour vivre dans un environnement sain et bénéficier d'un meilleur partage des opportunités.

Les différents partis politiques, les différentes composantes de la société, les différents acteurs économiques sont tous d'accord pour engager l'Afrique du Sud sur la voie de la décarbonation qui non seulement répare les inégalités mais promeut la justice sociale.

2 Les choses ne sont pas pour autant simples, et la façon de mettre en œuvre la transition divise encore, plus précisément sur son rythme. Vaut-il mieux corriger d'un coup la trajectoire, prendre en compte l'urgence climatique, mettre en fusion simultanément tous les pans de l'économie, au risque de sacrifier, au moins temporairement, les travailleurs des secteurs les plus carbonés ? Ou vaut-il mieux s'assurer d'abord que chacun puisse trouver sa place, reconvertir les hommes et les territoires, inventer et adopter les nouvelles technologies, avant de fermer les centrales à charbon, au risque d'y parvenir lorsqu'il sera trop tard ?

3 Chaque transition énergétique juste est différente. Le processus sud-africain n'est pas duplicable d'un pays à l'autre. Son point de départ, sa définition, ses composantes, ses enjeux, sa vitesse, et la méthode pour mettre en œuvre une transition juste sont propres à chaque contexte géographique, historique, politique, économique, social et environnemental.

> ***"Ce processus [la transition juste] suppose un consensus, à construire patiemment."***

Chaque pays doit décider de ses méthodes et de son rythme, choisir ses propres compromis, faire ses propres calculs, selon l'interdépendance de son économie vis-à-vis du reste du monde et selon la structure de sa société. La mobilisation de la recherche est ici essentielle, comme l'Afrique du Sud a su le faire, notamment pour mesurer les risques climatiques et leurs impacts sur son système économique et financier.

4 Le dialogue de politique publique entre pays reste néanmoins utile. La plupart des pays du monde recherchent cet équilibre où prospèrent les hommes et la nature, où les ressources sont consommées de façon à non seulement protéger le vivant mais également à faire en sorte qu'il s'épanouisse. Le partage d'expériences, basé sur les réussites comme sur les erreurs, fera progresser tous les partenaires. C'est le rôle des institutions internationales d'encourager le dialogue entre processus nationaux pour conforter les acteurs. Le premier prêt de politique publique de la France en Afrique du Sud, via l'AFD, vise précisément à promouvoir le dialogue entre nos deux pays. Il est accompagné d'appuis en subventions qui financent la recherche locale, que ce soit sur les impacts sociaux de la transition, les options envisageables pour la reconversion de centrales à charbon, les potentiels en termes de création d'emploi et les opportunités de mobilisation de la finance climat. Les conclusions de ces travaux viendront nourrir la fabrique de la politique JET, éclaireront les choix politiques et contribueront à dessiner les réformes à conduire.

5 Un plan d'investissement sud-africain est par ailleurs en cours de préparation. Il sera nécessairement évolutif, en fonction des grandes lignes politiques choisies. Il indiquera comment concrètement mettre en œuvre la JET et il exprimera la demande sud-africaine à l'égard des institutions de financement. Et il faudra certainement s'attendre à l'expression d'une demande en matière d'innovation financière, pour que la finance puisse accompagner la JET et limiter les freins à son ambition et son ampleur. La « finance de transition » reste en effet à inventer, celle qui permettra d'intensifier nos approches partenariales, de combiner nos instruments et nos savoir-faire, de mobiliser le secteur privé et de prendre davantage de risques en tentant d'atteindre les plus défavorisés. Le groupe AFD dans son ensemble, avec Proparco et Expertise France, entend prendre toute sa part dans cette réflexion passionnante.

#PAGOF

CRÉER UN ÉLAN RÉGIONAL D'ADHÉSION AU PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT

Replacer la société civile au cœur de la coopération est désormais une boussole dans le travail mis en œuvre sur le terrain par Expertise France pour stimuler l'engagement participatif citoyen. C'est avec cette ambition que pendant près de 5 ans, le PAGOF, projet d'appui aux gouvernements ouverts d'Afrique francophone, porté par CFI, l'agence française de développement médias, et Expertise France, a essaimé en Tunisie, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire.

Objectif : former, apporter un appui technique spécifique et organiser des ateliers thématiques pour que les administrations publiques mais également les sociétés civiles (notamment les médias) renforcent leurs capacités à collaborer et apprennent à co-construire des politiques publiques plus efficientes et transparentes, plus participatives et à l'écoute des attentes des citoyens.

Concrètement, cela s'est traduit par le soutien à l'ouverture des données dans les trois pays. Mais aussi un travail pointu sur la transparence budgétaire en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso avec, par exemple, la publication des données budgétaires en open data ou la vulgarisation de ces documents. La Tunisie a également poussé sa démarche avec l'élaboration d'un guide des bonnes pratiques open gov à destination des municipalités. Et partout, le soutien aux initiatives de participation citoyenne, aux consultations publiques, à la création de budget participatif dans des communes pilotes a été encouragé. Sans oublier le renforcement des capacités des médias dans ces trois pays.

Derrière ce projet, la volonté de créer un élan régional d'adhésion au PGO, le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert, pour une gouvernance ouverte en Afrique francophone et permettre à plusieurs pays d'être éligibles et d'intégrer le programme, notamment en partageant les expériences réussies.

ENTREPRENEURIAT DES FEMMES, UN FACTEUR CLÉ DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DE DÉVELOPPEMENT

Elles sont nombreuses dans le monde à s'engager dans la voie de l'entrepreneuriat. Et si les obstacles sont nombreux, le développement de l'entrepreneuriat des femmes reste un facteur de croissance économique, de résilience, et de stabilité pour la réduction des inégalités de genre. Accompagnées dans ce défi entrepreneurial par Expertise France dans de nombreux projets, ces citoyennes choisissent la voie de l'entrepreneuriat, de l'innovation et contribuent ainsi au développement économique de leurs pays et de leurs régions.

Qu'elles vivent en Libye, au Burkina Faso, en République démocratique du Congo, au Liban, en Tunisie… les entrepreneures africaines rencontrent différents défis et difficultés lorsqu'elles décident de se lancer.

Le premier des défis et le plus prégnant, renforcé avec la crise sanitaire : la difficulté à trouver des fonds. En Tunisie, une étude de mai 2021 menée dans le cadre du projet Femmes et Accélération pour les Start-ups et TPE (FAST), financé par l'Agence française de développement et mis en œuvre par la Caisse des Dépôts et des Consignations tunisienne (CDC), avec l'appui technique d'Expertise France, le démontre : 78 % des femmes entrepreneures ont arrêté leur activité pendant la crise sanitaire et 71 % ont vu leurs revenus chuter de plus de 50 %. Le besoin de financement est donc encore plus vital et pourtant, comme souvent, elles ne sont qu'une minorité (23 % en Tunisie) à avoir recours à des financements, préférant, pour 77 % d'entre elles, recourir à des emprunts familiaux ou bancaires quand ce ne sont pas des fonds personnels, à solliciter un emprunt familial ou un prêt.

Même constat dans le cadre du projet « Pour elles » en République démocratique du Congo dont le lancement est prévu pour la fin d'année 2022. L'accès au financement et l'inclusion financière sont au cœur des principaux défis que les femmes entrepreneures doivent surmonter. Il est donc important d'en faciliter l'accès à ces femmes entrepreneures mais aussi d'encourager les établissements financiers à leur proposer des offres adaptées.

Autre exemple en Libye où l'objectif du projet EU4PSL, financé par l'Union européenne, est aussi de générer de la croissance économique et des opportunités d'emploi, en particulier pour les femmes. Expertise France accompagne et finance ainsi 6 organisations de la société civile qui soutiennent les femmes entrepreneures.

Indispensable et fondamental, le besoin de formation (digitalisation, e-commerce…) mais aussi de coaching et de mentoring est un pilier important sur lequel il est nécessaire d'agir. Les entrepreneures ont besoin de monter en compétences en matière de management, de finances ou encore parfois sur des volets très techniques.

Au Liban, Expertise France s'est associée à l'accélérateur Berytech pour soutenir 30 entreprises dirigées et/ou détenues par des femmes. Tout au long de ce programme financé par l'Union européenne, les entrepreneures sélectionnées bénéficient d'activités de formation et de séances de coaching en groupe.

En Libye, le projet Raqam-e, financé par le gouvernement français, vise justement à favoriser l'intégration économique des jeunes et des femmes grâce à la création d'écoles de code. L'un des objectifs est d'autonomiser les femmes en les encourageant à explorer une plus grande variété d'emplois liés aux nouvelles technologies. Elles ressortent ainsi avec un bagage et des compétences numériques qui peuvent faire la différence dans le monde économique.

Même chose au Burkina Faso, le programme Territoires créateurs d'emploi, financé par l'AFD, veut stimuler notamment l'employabilité des femmes en développant leurs capacités entrepreneuriales *via* des formations professionnelles adaptées à la demande locale. Les formations au digital sont aujourd'hui incontournables, d'autant plus depuis la pandémie, pour leur permettre de développer leur activité via le e-commerce, mais aussi pour télétravailler si besoin ou digitaliser leur projet.

L'aide technique d'Expertise France renforce et structure également les écosystèmes de l'entrepreneuriat et les outils qui permettent d'avoir un véritable effet levier financier (accélérateur) ou de portage des initiatives (incubateur).

Exemple avec le projet FAST en Tunisie, où une enveloppe de 2 M€ de subventions est disponible pour ces structures d'accompagnement et d'incubation dédiées aux femmes entrepreneures et notamment en région. Rejoindre un accélérateur ou un incubateur c'est aussi intégrer un premier réseau. Pouvoir faire du networking et avoir accès aux informations (formations, événements), sont en effet des éléments primordiaux pour développer une entreprise. Expertise France appuie ainsi les entrepreneures à mettre un pied dans cet écosystème et les y guide durablement.

Bien évidemment, le travail sur la confiance en soi, la légitimité et le leadership font aussi partie intégrante de leur réussite. Il sera désormais important de mettre en avant des rôles modèles et des success stories de femmes inspirantes. Et surtout, entreprendre un premier travail sur l'image de la femme en communiquant encore mieux sur l'entrepreneuriat féminin. Car il faut le dire et le répéter : l'entrepreneuriat féminin est un facteur puissant de développement économique, de développement durable et de citoyenneté, de lutte contre les pauvretés et de résilience en cas de crise.

EXPERTISE FRANCE
GROUPE AFD

3 questions à

Amira Cheniour,
Agripreneure, fondatrice de Seabex

Les 3 fondateurs
Taher Mestiri
Amira Cheniour
Inès Hamida

Comment est née l'idée de Seabex, entreprise agritech, qui est spécialisée dans l'irrigation de précision ?

L'idée est née quand j'ai commencé à travailler avec Taher Mestiri, co-fondateur, président et directeur technique de Seabex. Il m'a parlé de la possibilité de travailler sur une solution IoT pour l'agriculture. Ces constatations et notre vécu n'ont fait que confirmer le besoin de ce secteur et l'opportunité qui se présentait à nous.

Depuis ce moment et de plus en plus aujourd'hui, le changement climatique rebat les cartes de la production et de la culture agricole, et influence les décisions des agriculteurs en ce qui concerne l'irrigation et d'autres pratiques culturales qui sont importantes pour garantir une bonne récolte à la fin de la saison.

Même s'ils pratiquent ce métier depuis leur plus jeune âge, certains agriculteurs peinent à juger au quotidien de la pertinence d'une irrigation de leurs cultures ou non. D'autant plus que parfois la pratique peut être contreproductive, si elle intervient au moment de l'épandage par exemple, au risque d'enlever l'engrais sur les racines des cultures.

La sur-irrigation et la sous-irrigation entraînent 10 à 50 % de perte de productivité des plantations, et altèrent donc la profitabilité des agriculteurs.

Je viens d'une famille d'agriculteurs. Mon grand-père a transmis cette passion à mon père. Je garde précieusement mes souvenirs d'enfance et d'adolescence et la saison de la récolte des olives, dans l'oliveraie de mon grand-père. Il s'agissait de moments de partage et de grande satisfaction lorsque la récolte atteignait les attentes fixées.

Mon père a hérité de cet amour pour le travail de la terre, même s'il travaille dans la construction ; il cultive des oliviers, des pommiers, ou encore des pastèques. Je sais donc combien la prospérité de cette activité est importante pour les agriculteurs dont c'est la première source de revenu.

Aujourd'hui il est devenu indispensable pour mon père comme pour ses voisins agriculteurs d'utiliser Seabex.

La mission de Seabex est de rendre l'irrigation de précision accessible à tous les agriculteurs, qu'ils soient technophiles ou analphabètes, en leur fournissant des données spécifiques et de confiance leur permettant de prendre les bonnes décisions d'irrigation.

Malgré votre solide expérience et un parcours professionnel impressionnant auparavant, avez-vous rencontré des difficultés en vous lançant dans l'entrepreneuriat ? Si oui lesquelles ?

Objectivement, comme pour toute startup, on passe par des hauts et des bas, avec plus de bas que de hauts. Dans le domaine de la technologie, les difficultés ralentissent notre progression : problèmes d'importation de composants électroniques, fuite des cerveaux et manque des ressources. Mais le volet investissements est également complexe. C'est toujours une mission très difficile dans le contexte actuel du pays qui souhaite consolider son équilibre économique et regagner la confiance des investisseurs.

Outre le besoin constant d'améliorer notre dispositif d'innovation, le défi a été de travailler sur la vulgarisation de nos systèmes auprès des agriculteurs. Un travail de sensibilisation de la population agricole sur l'impact du changement climatique doit se faire en amont.

L'accès à l'information était un de nos challenges dans la mesure où la Tunisie n'a pas consolidé ses données agricoles depuis des années et qu'il n'y a, de fait, pas la possibilité de trouver une analyse très récente à ce jour.

Vous avez été accompagnée dans le cadre du projet Innov'I d'appui à l'écosystème de l'entrepreneuriat et de l'innovation en Tunisie, mis en œuvre par Expertise France. Cet accompagnement était-il un levier important pour que Seabex puisse voir le jour ?

Nous avons effectivement bénéficié de plusieurs sessions de coaching que je trouve intéressantes pour nous préparer à la prospection des autres marchés africains. Le Sénégal est un pays clé pour nous. Le programme Innov'I a ainsi été très bénéfique car il était très orienté go to market pour le Sénégal (spécificité du marché agricole sénégalais). Cela nous a aidé à optimiser notre offre ainsi que notre plan d'action pour le Sénégal.

Par **Chrysoula Zacharopoulou**
Secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe
et des Affaires étrangères, chargée du Développement,
de la Francophonie et des Partenariats internationaux

Conclusion

Dans un contexte international marqué par la superposition des crises aggravée par la guerre d'agression russe en Ukraine, la France réaffirme son engagement en faveur d'une politique de solidarité et de partenariats internationaux forte et ambitieuse.

Elle vise trois objectifs :

- **l'éradication de la pauvreté dans toutes ses dimensions**
- **la promotion des droits humains**
- **la protection des biens publics mondiaux**

La loi du 4 août 2021 relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales a permis de donner une nouvelle impulsion à cette politique en consacrant un rehaussement sans précédent des moyens qui lui sont dédiés et en affirmant des priorités géographiques et sectorielles claires. Sous l'autorité du président de la République, le gouvernement entend accentuer cette dynamique, en poursuivant la hausse des crédits dédiés à la politique de développement et en convoquant le Comité interministériel pour la coopération internationale et le développement (CICID) début 2023 afin de mettre à jour nos priorités.

C'est dans ce cadre qu'Expertise France, opérateur interministériel et acteur pivot de la coopération technique française, est mobilisé afin de mettre en œuvre des projets et de déployer l'expertise la plus pertinente au service des populations bénéficiaires, avec une approche fondée sur le dialogue et la concertation avec les partenaires. Opérateur de la politique française de développement et filiale du groupe AFD depuis le 1er janvier 2022, Expertise France est aujourd'hui l'incarnation de la mobilisation internationale des compétences et des savoir-faire français.

En rassemblant autour de la table les principaux acteurs de la coopération technique en France comme à l'étranger, ces Rencontres internationales de la coopération constituent un moment important pour la coopération technique française. Elles permettent de porter notre attention sur les réalités concrètes auxquelles sont confrontés les praticiens de la coopération sur le terrain. Elles sont aussi l'occasion de nous inspirer des pratiques les plus efficaces et innovantes déployées par nos partenaires, afin de répondre avec encore davantage d'efficience aux défis qui nous font face.

Avec la ministre Catherine Colonna, nous portons le projet d'une politique de développement plus partenariale et plus ouverte sur l'ensemble des acteurs. Dans ce cadre, nous accordons une place essentielle à la création et à l'entretien de liens humains entre les forces vives de notre pays et celles des pays partenaires. Expertise France a un rôle central à jouer dans ce projet. Je sais pouvoir compter sur le talent, les compétences et l'engagement de ses agents pour le mener à bien.

EXPERTISE FRANCE
GROUPE AFD

PARTAGER NOS SAVOIR-FAIRE POUR UN MONDE EN COMMUN

Alors que le renouveau de la politique d'aide au développement de la France se poursuit dans un contexte d'instabilité et de transition climatique, **Expertise France propose de réunir la communauté de la coopération technique internationale autour d'un grand rendez-vous retransmis en direct** donnant la parole aux praticiens des politiques publiques et de l'intérêt général, observateurs, acteurs de l'aide, bénéficiaires et partenaires sur le terrain partout dans le monde.

Expertise France, agence française de coopération technique internationale, filiale du groupe AFD, organise la deuxième édition des **Rencontres internationales de la coopération** : un après-midi pour débattre sur le renouveau de la coopération internationale pour construire un monde durable en partageant nos savoir-faire.

Au cœur d'une séquence politique marquée par les COP climat, villes et biodiversité, ainsi que les assemblées générales de la Banque mondiale, les Rencontres internationales de la coopération 2022 veulent porter à l'attention des décideurs et du public **les réalités pratiques et techniques auxquelles sont confrontés les praticiens de la coopération et des politiques publiques dans la concrétisation d'une transition écologique juste et démocratique.**

À nouveau organisé sous le haut patronage du président de la République, l'événement réunira un panel d'intervenants de haut niveau, en plateau à Paris devant un public d'une cinquantaine de décideurs et de représentants des mouvements de coopération, mais aussi en duplex depuis plusieurs pays.

LE DÉBAT S'ARTICULERA AUTOUR DE DEUX THÈMES CENTRAUX :

1 Planète, développement et protection sociale : comment accompagner la transition juste ?

- Secteur privé et entrepreneuriat au service d'une transition juste
- Protection sociale et capital humain

2 Gouvernance et résilience de l'État : quels enjeux de coopération internationale ?

- Le lien de confiance entre citoyens et acteurs des politiques publiques
- Nouveaux modes de gouvernance et adaptations aux crises

LES RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA COOPÉRATION

Les Rencontres internationales de la coopération, organisées le 25 octobre 2022 par Expertise France, réuniront institutions et administrations, organisations internationales, ONG et acteurs de la société civile, pour échanger sur le renouveau de la coopération internationale et pour promouvoir les solutions efficaces et durables face à des défis qui imposent, plus que jamais, de faire preuve d'innovation et de solidarité.

UNE ÉMISSION EN DIRECT…

Format « magazine » de 2 heures, avec tables rondes, duplex, capsules vidéos, prises de parole inspirantes.

ILS PARTICIPERONT :

- Ministères et administrations françaises et européennes.
- Agences partenaires et bailleurs.
- Organisations internationales.
- ONG et acteurs de la société civile.
- Bénéficiaires.

À SUIVRE EN LIGNE :

- Retransmission accessible à toutes et à tous, notamment en France et à l'étranger.
- Evénement bilingue français/anglais.
- Plateforme de contenus en ligne. (expositions, vidéos, documentation).

EXPERTISE FRANCE
GROUPE AFD

LE PROGRAMME

16h00 **INTRODUCTION DES RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA COOPÉRATION**

16h10 **INTERVIEW** croisée de **Rima Le Coguic**, directrice générale adjointe d'Expertise France et de **Jérémie Pellet**, directeur général d'Expertise France

16h35 **INTERVIEW** de **Chrysoula Zacharopoulou**, secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux.

1

16h45 TRANSITION JUSTE : PLANÈTE, DÉVELOPPEMENT ET PROTECTION SOCIALE

NOUVEAU REGARD SUR LA COOPÉRATION :
Mahi Binebine.
Romancier et peintre

- SECTEUR PRIVÉ ET ENTREPRENEURIAT AU SERVICE D'UNE TRANSITION JUSTE
- PROTECTION SOCIALE ET CAPITAL HUMAIN
- **Koen Doens**, directeur général des partenariats internationaux (INTPA) de la Commission européenne
- **Valérie-Noëlle Kodjo Diop**, directrice du développement durable et de l'innovation, Banque ouest-africaine de développement
- **Aurélien Lechevallier,** directeur général de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- **Josefa Tauli,** co-chair de "Youth for Territories of Life", consortium APAC, territoires de vie
- **Tom Osborn**, co-fondateur de Greenchar et PDG du Shamiri Institute

2

17h30 GOUVERNANCE ET RÉSILIENCE DE L'ÉTAT

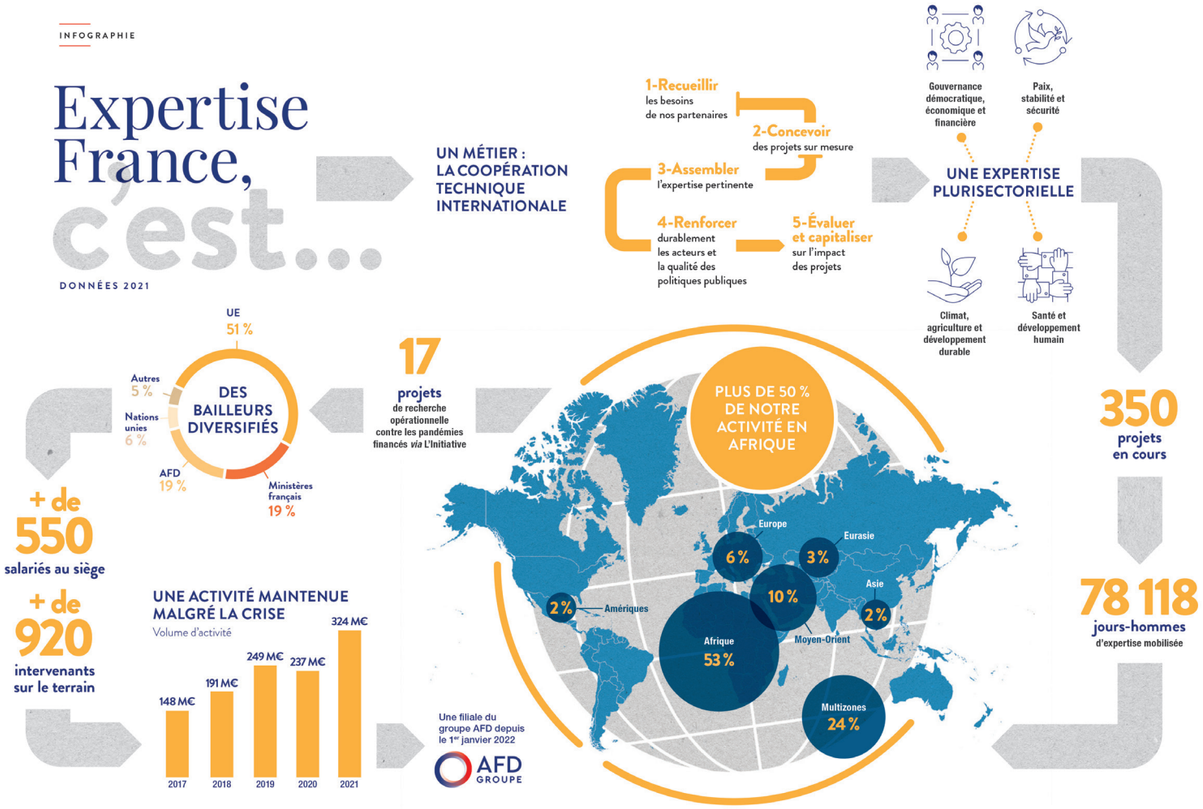
Avec la participation exceptionnelle de :
Andriy Kostin,
procureur général ukrainien

- LE LIEN DE CONFIANCE ENTRE CITOYENS ET ACTEURS DES POLITIQUES PUBLIQUES
- NOUVEAUX MODES DE GOUVERNANCE ET ADAPTATIONS AUX CRISES
- **Paul Maassen**, chef du soutien aux pays, Open Government Partnership (OGP)
- **Patrick Lefas**, président de Transparency International France
- **Niagale Bagayoko**, chercheuse, présidente de l'African Security Sector Network (ASSN)
- **Nicolas Djibo**, maire de Bouaké, Côte d'Ivoire
- **Marie-Hélène Loison**, directrice générale adjointe de l'Agence française de développement (AFD)
- **Odile Renaud Basso**, présidente de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)

18h15 CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Avec **Rémy Rioux**, directeur général de l'Agence française de développement (AFD)
et **Jérémie Pellet**, directeur général d'Expertise France

Les chiffres clés
D'EXPERTISE FRANCE



Données 2021

RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA COOPÉRATION

PARTAGER
NOS SAVOIR-FAIRE POUR
UN MONDE EN COMMUN

EXPERTISE FRANCE
GROUPE AFD

QUI SOMMES-NOUS ?

Agence publique, Expertise France est l'acteur interministériel de la coopération technique internationale, filiale du groupe Agence française de développement (AFD) depuis le 1er janvier 2022. Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents.

Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation…
Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD).
Pour un monde en commun.

En savoir plus : **www.expertisefrance.fr**

CONTACT :
40, boulevard de Port-Royal – 75005 Paris
presse@expertisefrance.fr
Tel : +33 (0)6 46 36 45 70

Retrouvez-nous sur :